

(N° 143.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1923.

BUDGET

DES RECETTES ET DES DEPENSES DU RAVITAILLEMENT

POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. FIEUÛLIEN.

MESSIEURS,

Le Budget des Recettes et des Dépenses de Ravitaillement pour l'exercice 1923 est un budget de liquidation.

L'Administration du Ravitaillement comporte encore deux services :

Le premier s'occupe de tout ce qui concerne les opérations de liquidation des services commerciaux, à l'exclusion des services frigorifiques ;

Le deuxième s'occupe de l'exploitation des services frigorifiques, en attendant leur liquidation.

*
* *

L'article premier du projet de loi ouvre un crédit de 14,719,915 francs pour couvrir les dépenses des services de l'Administration du Ravitaillement.

(1) Budget, n° 4-XIX.

(2) Composition de Commission spéciale ;

a) Les membres de la *Commission permanente des Questions Économiques et du Ravitaillement* : M. Bertrand, président, Bologne, Braun, De Bue, Debuune, de Liedekerke, Delvigne, Dierkens, Drion, Gendebien, Iweins d'Eeckhoutte, Jourez(L.), Pater, Peclier, Pepin, Reynaert, Rubbens, Theelen, Uytroever, Van Ackere, Van Walleggem et Vergels.

b) Six membres nommés par les sections : MM. De Bue, Vaude Corput, Pierco, Cuele-naere, Fieullien et Van Ackere.

Ce crédit se décompose comme suit :

A. Personnel et frais généraux relatifs aux services de liquidation (non compris les services frigorifiques).	fr. 407,915
B. Personnel et frais généraux d'exploitation des services frigorifiques	4,312,000
C. Achat de viande congelée	10,000,000

L'article 2 prévoit une recette de 16,531,562 francs du chef de l'exploitation des services frigorifiques et de la liquidation des autres services du Ravitaillement. C'est par erreur sans doute que cette dernière phrase a été insérée dans le libellé de cet article. Les recettes y prévues proviennent, en effet, uniquement de l'exploitation des services frigorifiques (voir tableau II), soit 10,000,000 francs pour vente de viande congelée et 6,531,562 francs pour l'exploitation des moyens de transport et des installations frigorifiques.

Les recettes provenant de la liquidation des autres services du Ravitaillement (costume national notamment) n'apparaissent pas au Budget. Elles sont rattachées au Budget de l'exercice 1921 ; c'est une des dispositions de l'

Article 3 qui rattache aussi au budget de 1921 les dépenses corrélatives à ces services. Il est à remarquer toutefois que les dépenses pour frais généraux de ces services (personnel, mobilier, loyer, etc.) sont inscrites au budget de 1923.

L'article 4 permet de liquider à charge du Budget extraordinaire de 1920 et du Budget du Ravitaillement de 1921 les dépenses afférentes à ces budgets et dont l'imputation budgétaire n'a pu être faite avant le 31 Décembre 1921, et ce jusqu'à concurrence des crédits figurant à ces budgets.

L'article 5 permet de faire des avances de fonds pour assurer l'exploitation des services frigorifiques.

SERVICES DE RAVITAILLEMENT EN LIQUIDATION.

(Autres que les services frigorifiques).

Votre Commission ayant exprimé le désir de connaître la situation actuelle nous avons demandé des renseignements à ce sujet à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail. Voici les questions que nous lui avons posées et les réponses qu'il a bien voulu y faire.

QUESTION.

« Où en est la liquidation de ces Services ? Que reste-t-il à liquider ? Vous
» est-il possible d'indiquer vers quelle date la liquidation sera terminée et
» quand cette administration pourra être supprimée ? »

RÉPONSE.

« En ce qui concerne les matières : il ne reste plus à liquider que les
» tissus et vêtements du « Costume National ». Au 1^{er} décembre, le stock

» comportait environ 18,000 costumes, 122,600 mètres de tissus de laine et
 » des accessoires divers.

» J'ai rejeté des offres que j'ai jugé insuffisantes pour la liquidation totale
 » de ces marchandises. Il n'est pas possible de prévoir la date à laquelle
 » elles seront épuisées.

» En ce qui concerne la liquidation comptable, les opérations rendues
 » très minutieuses, par suite des exigences d'ailleurs justifiées de la Cour des
 » Comptes, sont en bonne voie d'achèvement. Néanmoins, il convient de
 » remarquer qu'à raison même de la nécessité de maintenir en service, pen-
 » dant un temps encore assez long, un nombre restreint d'agents qui ont
 » vécu toute la période d'activité des Services, et qui, mieux que tous
 » autres, sont en mesure de répondre aux questions multiples posées par la
 » Cour à l'occasion de l'examen des comptes, il faut attacher plus d'import-
 » tance à la réduction du nombre d'agents qu'à la durée des opérations.

» C'est pour ce motif que le projet de budget prévoit encore 7 agents au
 » total pour la durée d'un an, 5 pour la durée de neuf mois, 19 pour
 » six mois et 7 pour deux mois, et l'on peut escompter que pour la fin de
 » l'année 1923 les opérations de liquidation comptables seront complètement
 » terminées. Il n'est pas sans intérêt de signaler ici que ces opérations ont
 » eu pour corollaire la récupération en 1922 de nombreuses créances arrié-
 » rées se chiffrant par des sommes importantes. »

Il résulte de cette réponse que toutes les marchandises des SERVICES COMMERCIAUX encore en stock au mois de mai 1922, et dont le détail figure au rapport du Budget de Ravitaillement pour 1922, ont été vendues. Le prix d'achat de ces marchandises faisant partie pour la plupart des stocks de la Base américaine, est de fr. 1,618,656.17. A l'inventaire du 31 décembre 1921 leur valeur avait été évaluée à fr. 516,137.76. Leur réalisation a produit fr. 533,083.36, d'où une recette supérieure de fr. 16,945.60 à celle qui avait été prévue.

En ce qui concerne les articles du SERVICE du « COSTUME NATIONAL », il en a été vendu depuis fin 1921 jusqu'au 31 décembre 1922 pour une somme de fr. 2,258,543.71. De plus, tout le stock des tissus vient d'être vendu récemment, ce qui porte le produit des réalisations effectuées à ce jour à la somme de 3,375,000 francs environ. L'Administration estime que le produit de ces ventes a dépassé les prévisions de 600,000 francs.

Nous avons demandé si les ALLÈGES PROVENANT DE LA DIRECTION DES ACHATS DE BLÉS avaient trouvé acquéreur et à quel prix, et quel était le prix de revient de ces bateaux. M. le Ministre a répondu :

« Le prix de revient des allèges du Département s'établit comme suit :

» I. Prix d'achat , fr.	11,448,223.97
» II. Prix payé pour les grosses et petites réparations, » les agrès et autres accessoires des allèges. , . . .	7,682,289.31

» Valeur globale de revient fr.	19,130,513.28

» Ces allèges ont été reprises au prix coûtant à l'Administration de la
 » Marine.

» Toutes les dépenses dont il est question sous la rubrique II ci-dessus
» ont été faites par la Direction Générale d'achat des blés exotiques; elles
» ont été rendues nécessaires, par l'état de délabrement dans lequel se
» trouvaient ces allèges qui, au moment de leur reprise, séjournèrent à la
» côte belge depuis longtemps déjà.

» La vente de ces allèges est assurée par l'Administration des Domaines
» qui est seule à même d'indiquer les conditions de réalisation. »

Il résulte des renseignements fournis par l'Administration des Domaines que 147 de ces allèges avaient été aliénées au 31 décembre 1922 pour une somme totale de 6,179,785 francs. Sur cette somme fr. 3,040,948.10 ont été imputés sur indemnités pour dommages de guerre et fr. 3,138,836.90 ont été payés comptant. Il restait à vendre 12 unités dont la valeur approximative actuelle est de 363,000 francs.

En supposant que la vente de ces 12 unités produise la somme escomptée, la réalisation de toutes les allèges du service des blés aura produit la somme totale de 6,542,785 francs.

* * *

En 1919 des avances ont été faites par le Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement à des fonctionnaires de divers Départements ministériels pour faciliter au personnel de ces Départements l'achat en commun d'articles de ravitaillement. La Cour des Comptes désirant connaître les mesures prises en vue du recouvrement de ces avances, s'adressa le 7 octobre 1919 aux diverses administrations en cause. La correspondance échangée est relatée dans le cahier d'observations de la Cour de 1922 (pp. 63 à 66). (Séance du 30 mars 1922 de la Chambre des Représentants.)

M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, interrogé au sujet des résultats de ces opérations par votre rapporteur, fit la réponse suivante (questions et réponses, 12 décembre 1922).

*Liquidation des organismes d'achats en commun organisés dans les divers départements ministériels
au moyen de fonds provenant d'ouvertures de crédit.*

DÉPARTEMENT.	Exercice.	Montant des ouvertures de crédit.	Sommes non employées et restées disponibles à l'agence du trésor.	Rembourse- ments.	Restes dus.	Résultat connu des opérations.	Observations.
Industrie et travail	1919	150,000 »	4,126 43	97,608 42	48,265 15	—	Perte à prévoir : 86,140 fr. 99 c.
Intérieur et hygiène	1919	100,000 »	—	100,000 »	Rien.	—	
Idem.	1920	100,000 »	24,330 24	59,208 50	16,452 26	—	Le déficit sera environ de 4 p. c. des opérations traitées.
Questure du Sénat	1919	50,000 »	50,000 »	—	Rien.	—	Crédit non employé.
Finances.	1919	500,000 »	—	500,000 »	Rien.	—	
Idem.	1920	250,000 »	20,441 10	229,558 90	—	162 26 bénéfice.	Ce bénéfice a été versé au trésor.
				162 26			
Affaires étrangères	1920	50,000 »	—	50,000 »	Rien.	—	
Justice	1920	500,000 »	—	200,000 »	300,000 »	—	Il n'est pas possible d'établir actuellement le chiffre de la perte probable.
Sciences et arts	1920	200,000 »	—	86,816 45	113,383 55	—	
Colonies.	1921	200,000 »	—	—	200,000 »	—	L'organisme d'achat est en liquidation. Il n'est pas possible de fixer actuellement le montant de la perte éventuelle.

Indépendamment des sommes mentionnées ci-dessus, des marchandises fournies par les services du ravitaillement restent à payer par plusieurs groupements d'achat.

(3)

[N° 143.]

Nous n'avons pas de renseignements au sujet d'avances faites à d'autres départements, sauf en ce qui concerne le Département des Travaux Publics, dont le budget pour 1923 prévoit un crédit de 21,095 francs pour combler le déficit de la liquidation de l'Économat de ce Département.

Il est désirable que l'administration du Ravitaillement prenne les mesures nécessaires pour terminer au plus tôt ces opérations et de faire rentrer les sommes encore dues pour les marchandises fournies aux groupements d'achat.

SERVICES FRIGORIFIQUES.

Résultat des opérations au 31 décembre 1922.

En réponse à notre demande de renseignements, M. le Ministre nous a fait parvenir le 23 janvier la lettre suivante :

« Au 31 décembre 1921, les pertes des Services frigorifiques s'élevaient à
» fr. 46,647,570.98, dont fr. 3,153,785.52 pour amortissements, soit pour
» pertes sur ventes, dépenses pour frais généraux, mali, saisies, pertes sur
» changes et diverses, fr. 43,491,787.46.

» D'après les éléments comptables actuellement rassemblés, la perte
» s'établira, le 31 décembre 1922, pour les années 1919, 1920, 1921 et
» 1922, à environ 81,225,000 francs, dont fr. 9,469,575.76 pour amor-
» tissements, soit, pour l'ensemble des rubriques énumérées plus haut,
» fr. 71,755,424.24.

» Différence : perte pour l'exercice 1922, fr. 28,263,636.78.

» Cette perte est représentée par :

» 1° Dépenses pour frais généraux fr.	5,371,379.60
» 2° Pertes brutes sur ventes, différence entre	
» prix de revient C. I. F. Anvers, sans autres	
» frais, et prix de vente	22,176,163.40
» 3° Mali, saisies et diverses	716.093.78
» Fr.	28,263,636.78

» L'augmentation considérable de la perte était prévue. Elle a déjà été sou-
» lignée par le Rapporteur du Budget de 1922 qui disait, en effet (page 20) :

» Pour atteindre la somme prévue, la viande devrait être vendue à raison de
» fr. 3,338.33 la tonne ou, en chiffres ronds, à fr. 3.35 le kilogramme.

» Or, le prix de vente actuel est de fr. 2.50 le kilogramme en moyenne. Le pro-
» duit de la vente sera donc loin d'atteindre la somme escomptée. Il y aura de ce chef
» une moins-value, qu'il est difficile à votre Commission d'évaluer ; elle dépend
» de la fluctuation des prix. Toutefois, si les prix actuels se maintenaient, il en
» résulterait une diminution de recettes de 15 à 20 millions. »

» Plus loin (page 21), le Rapporteur ajoute, après avoir fait un tableau du
» « Résultat financier probable de l'exploitation des Services Frigorifiques pour
» l'exercice 1922 » :

» Il est donc à craindre que les opérations de l'exercice 1922 laisseront un
» déficit de 27 à 32 millions, à moins d'une hausse sérieuse du prix de la viande,
» peu probable et peu souhaitable ».

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 1923.

Les Services Frigorifiques ne s'occupent plus du commerce des viandes, depuis le 15 novembre 1922, époque à laquelle le stock a été complètement vendu.

Le projet de budget prévoyant néanmoins un crédit de 10 millions pour achat de viande, nous avons questionné à ce sujet M. le Ministre qui nous a répondu :

« Au moment où j'ai inscrit au budget des dépenses un crédit de 10,000,000 » de francs pour achat de viande congelée, compensé d'ailleurs par une somme » équivalente au budget des recettes, il n'était pas possible de se rendre compte » de la répercussion qu'aurait sur le commerce de la viande congelée, la cessa- » tion de l'importation par les soins du Gouvernement. J'ai estimé que dans ces » conditions il était prudent de ménager au Gouvernement la possibilité d'im- » porter une certaine quantité de viande si les circonstances lui en faisaient un » devoir. Je crois pouvoir ajouter que il est de moins en moins probable que je » sois amené à faire usage de ce crédit. »

Il résulte des informations que votre rapporteur a obtenues dans les milieux compétents que la cessation des importations de viandes congelées par l'Etat n'a eu aucune répercussion fâcheuse sur l'approvisionnement du pays. Cet approvisionnement est assuré par des organismes privés : sociétés coopératives de bouchers, sociétés particulières, etc. Les prix n'ont subi d'autres fluctuations que celles résultant du change qui a malheureusement monté sérieusement depuis mars 1922.

L'approvisionnement de la population étant assurée dans des conditions normales, la Commission a estimé que l'intervention du Gouvernement n'a plus de raison d'être. Il est à remarquer qu'en prévoyant une reprise éventuelle des importations par les soins de l'Etat, il faudrait sans doute prévoir aussi le maintien de personnel et de matériel.

Dans ces conditions, il y a lieu de supprimer le crédit de 10 millions prévu pour l'achat de viande ainsi que la recette correspondante. M. le Ministre est d'accord pour ces suppressions.

*
* *

Par suite de la cessation du commerce de viande, le personnel (composé uniquement d'agents temporaires) a été réduit dans les proportions et aux conditions indiquées ci-après par M. le Ministre,

« Les licenciements corrélatifs à la cessation du commerce de viande ont » commencé le 1^{er} octobre 1922.

» Il a été licencié :

» Au 1^{er} octobre : 5 employés et 13 ouvriers ;

» Au 1^{er} novembre : 11 — et 68 —

» Au 1^{er} décembre : 29 —

» De nouveaux licenciements sont prévus pour le 1^{er} janvier 1923.

» Le personnel des Services Frigorifiques, qui comportait au 1^{er} janvier 1922 » 157 employés et 285 ouvriers, ne comporte plus, en prévision, au 1^{er} jan -

» vier 1923, que 52 employés et 204 ouvriers; encore ce nombre sera-t-il
» vraisemblablement réduit dans le cours de l'année.

» Depuis le 1^{er} octobre le personnel des Services Frigorifiques est mis sur
» le même pied que celui des autres services en liquidation : le licenciement
» des employés s'opère sans préavis mais avec indemnité de trois mois; celui
» des ouvriers, sans préavis et avec indemnité de huit ou quinze jours,
» suivant la catégorie et les dispositions du règlement d'atelier. »

*
* *

Le commerce des viandes étant supprimé, l'Administration des Services Frigorifiques doit cependant continuer l'exploitation de ses frigorifères, de ses fabriques de glace et de son matériel de transport, en attendant qu'une destination définitive y soit donnée. Le cube frigorifique des entrepôts et le matériel de transport sont donnés en location au commerce privé. La fabrication de la glace et la vente continuent comme précédemment.

Les sommes inscrites au budget pour ces services sont établies pour en assurer l'exploitation pendant toute l'année 1923. Nous avons demandé si telle était bien l'intention de M. le Ministre. Voici sa réponse :

« Le budget prévoit, en effet, des crédits pour l'exploitation pendant
» toute l'année 1923. Le budget des recettes est d'ailleurs basé sur une
» exploitation de même durée. C'est une mesure d'élémentaire prudence
» mais qui n'implique nullement ma décision de continuer l'exploitation par
» l'Etat.

» Mon intention est de saisir prochainement le Parlement de propositions
» précises à ce sujet. »

M. le Ministre avait constitué en 1922 une Commission consultative composée de membres de la Chambre et de techniciens avec mission d'étudier la situation des services frigorifiques et de rechercher la meilleure solution que cette situation comportait. Vous trouverez en annexe à ce rapport le résultat des travaux de cette commission.

Les recettes prévues du chef de l'exploitation des services frigorifiques en 1923 se montent à. fr. 16,531,562 »

Les dépenses d'exploitation prévues étant de. 14,312,000 »

il semblerait à première vue qu'il y aurait un bénéfice de . . . 2,219,562 »

Rien n'est moins certain cependant.

Il y a lieu de remarquer, en effet, que pour que les recettes d'exploitation atteignent la somme escomptée, il faudrait que tout le cube frigorifique et tous les moyens de transport soient constamment utilisés et que la fabrication de la glace marche à plein rendement. Or, tel n'est pas le cas.

De plus, il y a lieu d'ajouter aux dépenses les charges des capitaux engagés dans les installations ainsi que celles nécessaires aux amortissements. Ces charges seules absorberont et au-delà la somme constituant la différence entre les recettes et les dépenses prévues au budget.

Le budget a été adopté par 7 voix contre 3.

La Commission y propose les amendements ci-après :

TABEAU I, DÉPENSES, ART. 6 :
Supprimer le crédit de 10,000,000
pour achat de viande congelée.

TABEAU II, RECETTES, ART. 1 :
Supprimer la recette de 10,000,000
pour vente de viande congelée.

ARTICLE PREMIER DU PROJET : Rem-
placer la somme de fr. 14,719,915
par 4,719,915 (conséquence de la
suppression du crédit de 10,000,000
ci-dessus).

ARTICLE 2 DU PROJET . 1° Rem-
placer la somme de fr. 16,531,562
par fr. 6 531,562 (conséquence de
la suppression de la recette ;

2° Supprimer les mots : « *et de
la liquidation des autres services du
Ravitaillement* ».

TABEL I, UITGAVEN, ART. 6 : Het
crediet van 10,000,000 frank wegens
aankoop van bevrozen vleesch te
doen wegvallen.

TABEL II, ONTVANGSTEN, ART. 1 :
De ontvangst van 10,000,000 frank
wegens verkoop van bevrozen
vleesch weg te laten.

EERSTE ARTIKEL VAN HET ONTWERP :
De som van fr. 14,719,915 te ver-
vangen door fr. 4,719,915 (gevolg
van het weglaten van bovenge-
meld crediet van 10,000,000 fr.).

ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP :
1° De som van fr. 16,531,562 te
vervangen door fr. 6,531,562 (ge-
volg van het weglaten der ont-
vangst);

2° De woorden : « *en andere in
liquidatie zijnde Proviandeerings-
diensten* » te doen wegvallen.

Le Rapporteur,

C. FIEULLIEN.

Le Président,

L. BERTRAND.

ANNEXE.

*RAPPORT à Monsieur le Ministre sur les travaux
de la Commission consultative des Services Frigorifiques.*

La Commission consultative des Services Frigorifiques de l'État a été constituée pour étudier la manière dont il conviendrait de mettre fin à la situation actuelle qui a causé à l'État jusqu'au 1^{er} janvier 1922 une perte accusée de 46,647,570 francs.

Après avoir consacré cinq séances à l'examen de la question et avoir entendu l'avis verbal ou écrit de chacun de ses membres, la Commission, par neuf voix contre deux, a décidé de recommander la solution suivante :

« La cession par vente ou par location à long terme des installations » réalisées ou en voie de réalisation.

» La cession séparée du matériel de transport. »

*
* *

Des diverses solutions à envisager, le maintien de l'exploitation en régie par l'État a été tout d'abord écarté à l'unanimité.

Les lois sur la comptabilité de l'État constituent une entrave sérieuse au libre développement d'une entreprise à caractère industriel et commercial. Les règles auxquelles sont soumis le recrutement et la rémunération du personnel manquent également de la souplesse nécessaire pour stimuler les énergies et récompenser les initiatives. Le Ministre est seul responsable de la gestion d'une telle entreprise sans pouvoir pratiquement exercer un contrôle personnel suffisant comme le ferait un chef d'industrie. Ceux qui le représentent à la tête d'une entreprise commerciale et industrielle ne sont pas intéressés au même titre que des commerçants ou des industriels qui travaillent pour leur compte personnel.

Si les installations frigorifiques avaient appartenu à des particuliers, ceux-ci ne se seraient vraisemblablement pas exposés à subir un déficit de 46,647,570 francs.

La deuxième solution à envisager : l'exploitation avec le concours et sous le contrôle de l'État a été écartée pour les raisons suivantes :

Un intérêt d'ordre général paraît la seule raison d'être d'un tel régime exceptionnel et qu'aucun autre pays n'a cru devoir pratiquer.

Existe-t-il un danger de monopole ou d'accaparement nécessitant l'intervention, la participation de l'État dans la lutte commerciale résultant de la libre concurrence ?

L'extrême diffusion et l'importance de l'industrie frigorifique privée en Belgique rendent impossible une main-mise sur les installations existantes.

Dès l'avant-guerre l'industrie frigorifique belge répondait aux besoins du

moment dans les limites que lui laissait une réglementation restrictive régissant l'importation des viandes congelées.

Depuis la guerre plusieurs installations se sont créées, aménagées ou agrandies, et l'on ne peut négliger l'élément de dissémination nouveau introduit par le système des très petites installations mécaniques, privées, dans la construction desquelles se sont spécialisés plusieurs constructeurs belges et étrangers. C'est par centaines qu'il faut chiffrer ces installations.

Ce qui rend également impossible un monopole, c'est la grande diversité des sources d'approvisionnement et qui toutes aux portes de notre pays permettent aux plus petits acheteurs belges de s'approvisionner directement et par petites quantités : Londres et les ports anglais, Dunkerque et Boulogne en France, Hoek van Holland en Hollande, pour citer seulement les entrepôts les plus rapprochés de notre pays, et derrière eux l'Amérique du Sud, l'Australie et le Canada devraient être coalisés pour qu'un monopole puisse s'imposer en Belgique.

Une Société Nationale dominée par la participation de l'Etat, subissant et exerçant les influences politiques, pourrait seule créer un accaparement de fait, en faisant voter des lois de circonstance faites pour entraver le commerce libre, en empêchant la libre entrée des viandes congelées. Quand on dispose de moyens tout puissants il est très tentant d'en user pour se débarrasser d'une concurrence gênante.

L'Etat se trouvera fatalement placé dans une alternative embarrassante. En favorisant ou simplement en laissant entrer librement en Belgique les viandes congelées, il ira à l'encontre des intérêts d'une partie de la population qui s'occupe d'agriculture. En restreignant par la réglementation (comme avant la guerre) l'importation du « Frigo », il causera un préjudice à la généralité de la population en contribuant au maintien de la vie chère. Pour pouvoir prendre les mesures législatives nécessaires qui varieront suivant les circonstances et les époques, il doit pouvoir agir en toute liberté d'appréciation et sans être engagé lui-même dans le commerce du « Frigo ».

L'hygiène exigera aussi, au même titre que les nécessités économiques, une réglementation de l'exploitation des frigorifères.

L'Etat ne peut engager les ressources de la communauté dans une lutte contre des agriculteurs, des industriels, des commerçants, car il est évident qu'en cas de perte, c'est l'Etat qui devrait encore, comme actuellement, équilibrer la situation de la Société qui aurait été gérée suivant ses directives.

Enfin, l'importation des viandes congelées ne représente actuellement qu'un onzième de la consommation totale de la Belgique. Encore l'armée prend-elle le tiers de cette importation. Celle-ci n'est plus intéressante que pour combler le déficit de la production indigène. On peut espérer avoir en Belgique dans quelques années un cheptel aussi considérable — et meilleur — que celui qui existait en 1914.

Le commerce libre est à même de faire face aux nécessités actuelles.

Plusieurs des arguments donnés ci-dessus s'appliquent également à une Société Nationale ayant pour seul but l'exploitation du cube frigorifique. Il convient de remarquer que l'exploitation *purement industrielle* d'un frigorifère est impossible.

L'expérience prouve, qu'en Belgique, pour être viable, une exploitation frigorifique doit se doubler d'une fabrique de glace ou d'une autre exploitation commerciale et entrer donc en concurrence directe avec le commerce privé.

Même la location du cube refroidi est essentiellement du domaine commercial, car cette location est soumise à la loi de l'offre et de la demande ; elle dépend de l'initiative du personnel qui devra faire des transformations et des appropriations, suivant les besoins changeants d'une industrie en pleine évolution. Il faut pour conduire de telles affaires, une souplesse, une audace, une acceptation des responsabilités qu'un personnel choisi et maintenu sous le contrôle de l'État ne cherchera jamais à posséder.

Une société nationale faisant l'exploitation des frigorifères, avec ou sans commerce de matières périssables, se trouverait dans l'une des deux situations suivantes : ou bien la Société Nationale a un capital dont la majorité appartient à l'État et la minorité aux industriels. Dans ce cas, c'est l'État qui est le maître, et nous aurons la situation actuelle. Nous en connaissons les inconvénients, puisque nous sommes tous d'accord pour rejeter la première solution. Ou bien la majorité appartiendra aux industriels et la minorité à l'État, ce qui paraît difficile à réaliser, alors l'État ne jouera plus que le rôle de banquier et risquera dans une société particulière l'argent de tous.

En recommandant la solution : « la cession par vente ou par location à long terme des installations réalisées ou en voie de réalisation », la Commission a entendu renoncer à la création d'une Société Nationale. Celle-ci n'a plus d'objet, les services de l'État pouvant réaliser directement la solution proposée.

Les avantages de la concentration dans la même main d'un réseau complet de dépôts, s'ils sont réels, seront discernés et réalisés par l'initiative privée. L'intérêt d'une Compagnie privée importatrice en gros de viande congelée est de posséder le plus grand nombre possible de clients débitant aux consommateurs et de réduire au minimum la durée de l'entreposage qui altère la qualité de la marchandise.

Il ne semble pas non plus que la concentration de la réparation du matériel dans un atelier unique donne un avantage essentiel dans l'exploitation. C'est plutôt une entrave, un obstacle à une rapide remise en état, suggéré par un esprit administratif centralisateur.

Les besoins de la Défense Nationale n'exigent pas non plus l'intervention de l'État dans l'importation des viandes congelées. Au contraire l'armée souhaite de reprendre sa liberté en matière d'achat de viandes congelées. Elle désire qu'il y ait un entrepôt frigorifique public à Anvers, peu importe qui en serait l'exploitant, mais cependant il serait très intéressant pour elle de posséder en temps de paix un entrepôt frigorifique comme elle possède ses boulangeries.

Des entrepôts disséminés dans le pays ne lui sont pas nécessaires. La viande congelée doit être répartie directement d'Anvers sans escale intermédiaire.

En cas de guerre se serait en tout cas la réquisition des installations nécessaires. Cette réquisition ne peut souffrir de difficultés. L'industrie de la production du froid ne comporte aucun secret, aucun tour de main, elle est

purement mécanique et bien moins facile à saboter qu'une centrale électrique par exemple.

*
* * *

La cession des installations est la manière la plus radicale mais la seule saine d'opérer. Elle ne fera évidemment pas rentrer l'Etat dans les dépenses qu'il a consenties, mais toute autre solution l'exposerait à voir se creuser le gouffre du déficit dans l'exploitation, avec le seul avantage de conserver l'apparence de leur valeur aux installations faites.

Celles-ci ont subi l'influence des circonstances dans lesquelles elles ont été créées. Plusieurs ont été réalisées sur des terrains n'appartenant pas à l'Etat, loués à termes plus ou moins longs ou même simplement prêtés.

La reprise des Frigorifères de l'Etat ne constitue pas une entreprise très alléchante après les déceptions de leur exploitation antérieure.

Toutes ces raisons feront que les offres de reprise seront peut-être très basses. La concurrence sera cependant qu'elles seront en rapport avec les avantages que les soumissionnaires espéreront tirer des installations de l'Etat.

Quelles que soient ces offres, elles vaudront mieux que la perte croissante actuelle ou l'arrêt pur et simple d'un outillage utilisable.

Les conditions très différentes dans lesquelles les entrepôts ont été édifiés exigeront des modes de réalisation différents, des cahiers de charge appropriés. Là où ce sera possible, la vente sera la meilleure solution sous réserve de certaines obligations à imposer éventuellement à l'acquéreur. Sans doute conviendrait-il d'obliger l'acquéreur à maintenir les installations en ordre de marche sans pouvoir les désaffecter de leur destination de production de froid. Le réseau frigorifique créé par l'Etat ne serait pas rompu.

Peut-être faudrait-il réserver à l'Etat la location d'un certain cube refroidi, soit temporairement pour la liquidation des stocks existants, soit d'une façon permanente pour les besoins de l'armée, et dans ce cas un barème des prix basé sur le coût du charbon et de la main-d'œuvre pourrait être demandé aux soumissionnaires, comme cela se fait couramment pour la fourniture du courant électrique.

Pour les installations faites sur des terrains n'appartenant pas à l'Etat la location ne serait possible que dans les limites de la durée des baux consentis pour l'occupation des terrains.

Cette cession par location à long terme n'impliquerait aucune intervention de l'Etat, sinon pour la perception d'un loyer, l'établissement et la vérification de l'état des lieux et du matériel au commencement et à la fin de l'entreprise. Il serait possible d'établir des baux laissant une certaine latitude au preneur pour améliorer ou modifier les installations moyennant conditions de reprise par l'Etat en fin de bail, mais cette façon de procéder qui serait avantageuse dans le cas d'un propriétaire libre de disposer de son bien en fin de bail serait inapplicable dans le cas de l'Etat, locataire lui-même, et obligé d'abandonner les lieux en fin de bail.

Ces circonstances sont très défavorables mais elles sont la conséquence de

l'établissement des usines sur le terrain d'autrui. La cession par location n'aggraverait pas ces inconvénients.

L'Administration des Services Frigorifiques devra chercher l'amélioration de cette situation avant l'adjudication, en contractant des conventions fermes pour les occupations à titre précaire, en négociant des baux ou des prorogations de baux. On peut, en effet, envisager la vente du matériel au lieu de sa location là où un bail très long permettrait d'en amortir la valeur.

Convient-il d'écarter les entreprises étrangères de la compétition qui sera ouverte pour la reprise des installations de l'Etat? Tant au point de vue de cette adjudication même que de l'exploitation ultérieure des frigorifères, il est désirable de ne pas restreindre la concurrence.

Doit-on redouter que cette concurrence prenne un caractère dangereux, capable de menacer l'industrie belge? Nous avons déjà fait ressortir plus haut les raisons qui doivent écarter l'appréhension que l'on pourrait avoir d'un monopole. Il faut ici ajouter qu'un organisme assez puissant pour reprendre les installations de l'Etat et entreprendre la lutte tant contre l'industrie frigorifique actuelle que contre la production de l'agriculture, n'hésiterait pas à créer plutôt de toute pièce des installations mieux appropriées que celles de l'Etat, à son programme, et n'ayant pas leur caractère temporaire.

Il ne serait donc pas utile d'écarter les firmes étrangères de l'adjudication et d'autant plus que cette ingérence étrangère dans le ravitaillement frigorifique est fatale, toutes les sources de ces produits étant à l'étranger.

Enfin, la cession par voie d'adjudication permettra aux entreprises existantes de courir leur chance dans cette compétition, elle mettra les adjudicataires dans une situation qui ne comportera aucun privilège. Elle rétablira ainsi les conditions d'égalité dans la lutte commerciale, momentanément faussée par l'intervention de l'Etat.

L'établissement des cahiers des charges pour l'adjudication de chacune des installations demande une préparation technique, une partie descriptive que les services de l'Administration du Ravitaillement devront préalablement préparer.

**Annexe au Rapport à Monsieur le Ministre
par un des membres fonctionnaires de la Commission.**

Après un examen attentif, je regrette de ne pouvoir donner mon complet accord au projet de Rapport présenté par M. X.

A mon sens, ce n'est pas là une analyse objective des discussions, de nature à éclairer Monsieur le Ministre sur les avantages et les inconvénients des divers systèmes de liquidation proposés, mais un plaidoyer nouveau en faveur d'une thèse qui d'ailleurs a prévalu. Je ne crois pas possible de proposer des modifications à ce projet, qui, au surplus, reflète parfaitement les tendances de la majorité des membres, et recevra, sans nul doute, leur approbation.

Je me borne donc à présenter les observations suivantes :

1° En faisant par deux fois allusion (§§ 1 et 6) à la perte de 15 millions de francs par an, ou de 46 millions au total, subie par les Services Frigorifiques, il est créé à nouveau une confusion entre les résultats — fussent-ils médiocres — que l'on peut attendre de l'exploitation des entrepôts et les pertes occasionnées :

1° Par le *fait* de l'exploitation en régie ;

2° Par le *fait* du commerce de viande, pratiqué en vue du ravitaillement de la population dans les circonstances qui ont été surabondamment exposées.

La même idée est reprise à la page 4, §§ 1 et 3 où l'on parle des déceptions de l'exploitation antérieure et de la perte croissante actuelle.

Or, ce n'est pas sur ces éléments qu'on peut s'appuyer pour faire ressortir la valeur intrinsèque des installations et il faut, me semble-t-il, se garder de les déprécier hors de propos au moment où on en propose la cession.

2° L'argumentation des pages 1 à 3 tend surtout à combattre la constitution d'une Société Nationale qui aurait pour objet principal le commerce de la viande, alors que personne n'a insisté pour maintenir ce but. J'aurais aimé voir rencontrer plus directement les arguments développés dans ma dernière note en faveur de la simple participation de l'Etat dans une Société Anonyme de forme ordinaire, et qui au besoin, exclurait de ses buts le commerce de la viande, se réservant, suivant les circonstances, d'exploiter elle-même le froid, ou d'affermir certaines installations.

Il n'est pas non plus fait allusion aux solutions très voisines préconisées en premier lieu par MM. X. et X. d'une part, par M. Z. d'autre part.



(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 FEBRUARI 1923.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VAN BEVOORRADING VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER FIEULLIEN.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Bevoorrading voor het dienstjaar 1923 is eene begrooting van likwidatie.

Het Beheer der Bevoorrading omvat nog twee diensten :

De eerste houdt zich bezig met al hetgeen de likwidatieverrichtingen der handelsdiensten betreft, ter uitsluiting van de koel- en vriesdiensten :

De tweede houdt zich bezig met de exploitatie der koel- en vriesdiensten, in afwachting van hunne likwidatie.

*
* *

In het *eerste artikel* van het begrootingsontwerp wordt een crediet uitgetrokken van 14,719,915 frank tot dekking der kosten van de Beheerdiensten der Bevoorrading.

(1) Begrooting, n^o 4-XIX.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

1) De leden van de Bestendige Commissie voor de Economische vraagstukken en de Bevoorrading : de heeren Bertrand, voorzitter, Bologne, Braun, De Bue, Debonne, de Liedekerke, Delvigne, Dierkens, Drion, Gendebien, Iweins d'Eeckhoutte, Jourez (Léon), Pater, Pecher, Pepin, Reynaert, Rubbens, Theelen, Uytroever, Van Ackere, Van Walleggem en Vergels.

2) Zes leden benoemd door de Afdeelingen : de heeren De Bue, Van de Corput, Pierco, Ceulenaere, Fieullien en Van Ackere.

Dit crediet omvat :

A. Personeel en algemeene kosten betreffende de likwidatiediensten, (niet inbegrepen de koel- en vriesdiensten)	fr. 407,915
B. Personeel en algemeene kosten van exploitatie der koel- en vriesdiensten	4,312,000
C. Aankoop van bevrozen vleesch	10,000,000

Artikel 2 voorziet eene ontvangst van 16,531,562 frank uit hoofde van de exploitatie der koel- en vriesdiensten en van de *likwidatie der overige Bevoorradingendiensten*. Waarschijnlijk werd deze laatste volzin bij vergissing opgenomen in den tekst van dit artikel. De aldaar voorziene ontvangsten komen, inderdaad, alleenlijk voort van de exploitatie der koel- en vriesdiensten (zie tabel II), of 10,000,000 frank voor den verkoop van bevrozen vleesch en 6,531,562 frank voor de exploitatie der vervoermiddelen en der koel- en vriesinrichtingen.

De ontvangsten wegens de likwidatie der overige Bevoorradingendiensten (b.v. van het nationaal kostuum) komen niet op de Begrooting voor. Zij zijn vermeld op de Begrooting voor het dienstjaar 1921; het is een der bepalingen van

Artikel 3, dat insgelijks de uitgaven wegens deze diensten aan de begrooting van 1921 hecht. Het valt echter te bemerken dat de uitgaven voor algemeene kosten dezer diensten (personeel, mobilair, huurprijzen, enz.) op de begrooting van 1923 zijn uitgetrokken.

Artikel 4 laat toe, ten laste der buitengewone Begrooting van 1920 en van de Begrooting der Bevoorrading van 1921 de uitgaven te likwideeren, welke tot deze begrootingen behooren en waarvan de aanrekening niet voor den 31^{en} December 1921 kon gedaan worden, en dit tot beloop van de credieten op deze begrootingen uitgetrokken.

Artikel 5 laat toe fondsen voor te schieten ten einde de exploitatie der koel- en vriesdiensten te verzekeren.

BEVOORRADINGSDIENSTEN IN LIKWIDATIE.

(Andere dan de koel- en vriesdiensten.)

Uwe Commissie had den wensch geuit, den huidige toestand te kennen, en daartoe hebben wij dienaangaande inlichtingen gevraagd aan den Minister van Nijverheid en Arbeid. Ziehier welke vragen wij hem hebben gesteld en wat hij er heeft op geantwoord.

VRAAG.

« Hoe ver staat de likwidatie van deze diensten? Wat moet er nog » gelijkwideerd worden? Kunt gij aanduiden rond welken tijd de likwidatie » zal geëindigd zijn en wanneer deze dienst zal kunnen afgeschaft worden? »

ANTWOORD.

« Voor wat de stoffen betreft, blijft er nog alleen te likwideeren, de » weefsels en kleedingstukken van het « Nationaal Kostuum ». Op 1 Decem-

» ber bedroeg de voorraad nog ongeveer 18,000 kostuums, 122,600 meter
 » wollen weefsels en andere bijhoorigheden.

» Ik heb de aanbiedingen, die ik onvoldoende achtte voor de geheele
 » vereffening van deze koopwaren, afwezen. Het is niet mogelijk den
 » datum te bepalen waarop zij zullen uitgeput zijn.

» Wat betreft de vereffening van de boekhouding, zullen de verrichtingen,
 » die zeer nauwgezet moesten geschieden ten gevolge van zeer gewettigde
 » eischen van het Rekenhof, weldra geëindigd zijn. Er dient nochtans
 » opgemerkt te worden dat, wegens de noodzakelijkheid gedurende nog
 » een ruimen tijd een beperkt getal bedienden in dienst te houden die
 » heel het actieve tijdperk van de Diensten hebben meegemaakt, en die
 » beter dan wie ook in staat zijn te antwoorden op de vele vragen door
 » het Rekenhof gesteld bij het onderzoek der rekeningen, men meer belang
 » moet hechten aan de beperking van het getal bedienden dan aan den
 » duur van de verrichtingen.

» Om die reden voorziet het begrootingsontwerp nog 7 bedienden voor
 » den duur van een jaar, 3 voor den duur van negen maanden, 19 voor
 » zes maanden, en 7 voor twee maanden, en het is te voorzien dat het vóór
 » het einde van 1923 de likwidatieverrichtingen, wat betreft de boek-
 » houding, heel en al zullen geëindigd zijn. Het is niet van belang ontbloot
 » er hier op te wijzen, dat deze verrichtingen samengingen met het
 » invorderen in 1922 van talrijke achterstallige schuldvorderingen die hooge
 » sommen bedroegen. »

Uit dit antwoord blijkt, dat al de koopwaren van de *handelsdiensten*, nog voorradig in de maand Mei 1922, en waarvan de lijst voorkomt in het verslag van de Begrooting voor de Bevoorrading (1922), werden verkocht. De aankoop prijs van deze koopwaren, voor het meerendeel behoorend tot de stocks der Amerikaanse Basis, fr. 1,618,656.17 bedraagt. Bij den inventaris, op 31 December 1921, werd hunne waarde geschat op 516 duizend 137,76 frank. De verkoop heeft fr. 553,083.36 opgebracht, dus eene ontvangst van fr. 16,945.60 meer dan was voorzien.

Wat betreft de artikelen van den *Dienst* van het « Nationaal Kostuum », werden er, sedert einde 1921 tot op 31 December 1922, verkocht voor eene som van fr. 2,258,343.71. Bovendien is heel de stock kleerstoffen onlangs verkocht geworden, wat de opbrengst van den verkoop tot op heden brengt op ongeveer 3,375,000 frank. Het Beheer oordeelt dat de opbrengst van deze verkooping de ramingen met 600,000 frank overtroffen heeft.

Wij hebben gevraagd of er voor de *lichters voortkomend van het Bestuur der Graanaankopen* een koper was gevonden, en aan welken prijs, en welke de aankoop prijs van die lichen was geweest. De heer Minister antwoordde :

« Da aankoop prijs van de lichten van het Departement is als volgt :

» I. Aankoop prijs	fr.	11,448,223.97
» II. Prijs betaald voor de groote en kleine herstellin- gen, de takelage en de andere bijhoorigheden van de » lichten	fr.	7,682.289.31
» Geheele aankoop prijs.	fr.	19,130,513.28

» Deze lichters werden aan den kostenden prijs overgenomen door het » Beheer van Zeewezen.

» Al de uitgaven waarvan sprake is onder bovenstaande rubriek II, » werden gedaan door het Algemeen Bestuur voor den aankoop van uit- » heemsch graan; zij waren noodzakelijk ten gevolge van den slechten staat » waarin deze lichters zich bevonden, die, toen zij overgenomen werden, » sedert langen tijd reeds op de kust lagen.

» De verkoop van deze lichters wordt verzekerd door het Beheer der » Domeinen, dat alleen in staat is de voorwaarden van verkoop aan te » duiden. »

Uit de inlichtingen die ons door het Beheer der Domeinen werden verschaft blijkt, dat 447 van deze lichters op 31 December 1922 waren verkocht voor eene globale som van 6,479,785 frank. Van deze som werden 3,040,948.40 op de vergoedingen voor oorlogsschade gebracht en fr. 3,438,836.90 werden kontant betaald. Twaalf lichters moesten nog verkocht worden; de tegenwoordige waarde daarvan is bij benadering, 360,000 frank.

In de veronderstelling dat de verkoop van deze 12 eenheden de opgegeven som opbrengt, zal de verkoop van al de lichters van den graandienst de totale som van 6,542,785 frank hebben opgebracht.

* * *

In 1919 werden door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading voorschotten gedaan aan ambtenaren van de verschillende Departementen om aan het personeel van deze Departementen het gezamenlijk aankopen te vergemakkelijken van bevoorradingsartikelen. Daar het Rekenhof de maatregelen wilde kennen, die getroffen werden om die voorschotten terug te krijgen, richtte het zich op 7 October 1919 tot de verschillende betrokken besturen.

De briefwisseling is opgenomen in het cohier van aanmerkingen van het Rekenhof van 1922 (blz. 63 tot 66). (Vergadering van 30 Maart 1922 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers).

De heer Minister van Nijverheid en Arbeid, door uw verslaggever onder- vraagd over de uitslagen van deze verrichtingen, gaf het volgend antwoord. (Vragen en antwoorden, 12 December 1922).

Vereffening der inrichtingen voor gemeenschappelijken aankoop in de onderscheidene ministerieele departementen, door middel van fondsen voortkomende van credietopeningen.

DEPARTEMENT.	Dienstjaar.	Bedrag der crediet openingen.	Niet gebruikte sommen die beschikbaar zijn gebleven bij het agentschap der Schatkist.	Terug-betalingen.	Blijft te betalen.	Gekende uitslag der verrichtingen.	Aanmerkingen.
Nijverheid en Arbeid	1919	150,000 »	4,126 43	97,608 42	48,265 15	—	Te voorzien verlies : 36,140 fr. 99 c.
Binnenlandsche Zaken en Volksgezondh.	1919	100,000 »	—	100,000 »	Niets.	—	
Idem.	1920	100,000 »	24,339 24	59,208 50	16,452 26	—	Het tekort zal ongeveer 4 t. h. bedragen van de verhandelde zaken.
Quaestuur van den Senaat.	1919	50,000 »	50,000 »	—	Niets.	—	Niet gebruikt crediet.
Financiën	1919	500,000 »	—	500,000 »	Niets.	—	
Idem.	1920	250,000 »	20,441 10	229,588 90	—	162 26 winst.	Deze winst werd in 's Rijks Schatkist gestort.
				162 26			
Buitenlandsche Zaken	1920	50,000 »	—	50,000 »	Niets.	—	
Justitie	1920	500,000 »	—	200,000 »	300,000 »	—	Het is vooralsnu onmogelijk het cijfer van het waarschijnlijk verlies vast te stellen.
Kunsten en Wetenschappen	1920	200,000 »	—	86,816 45	113,383 55	—	
Koloniën.	1921	200,000 »	—	—	200,000 »	—	Men is met de vereffening van de inrichting voor aankoop begonnen, Het is vooralsnu onmogelijk het bedrag van het mogelijk verlies te bepalen.

Buiten de hierboven gemelde sommen, blijven door onderscheidene groepeerings voor aankoop koopwaren te betalen welke door de diensten der bevoorrading werden geleverd.

Wij bezitten geene inlichtingen betreffende voorschotten gedaan aan andere departementen, met uitzondering van het Departement van Openbare Werken, waarvan de begrooting voor 1923 een crediet van 21,095 fr. voorziet om het tekort aan te vullen bij de vereffening van het Economaat van dit Departement.

Het is wenschelijk, dat het Bestuur der Bevoorrading de vereischte maatregelen treffe om zoodra mogelijk met deze verrichtingen gedaan te maken en de sommen, welke nog verschuldigd blijven voor de koopwaren aan de groepeerings voor aankoop geleverd, te doen innen.

KOEL- EN VRIESDIENSTEN.

Uitslag der verrichtingen op 31 December 1922.

Als antwoord op onze vraag om inlichtingen, stuurde de Minister ons op 23 Januari volgend schrijven :

Op 31 December 1921, bedroeg het verlies der Koel- en Vriesdiensten fr. 46,647,570.98, waarvan fr. 3,155,783.52 voor aflossingen, en 43 miljoen 491,787.46 hetzij verlies op den verkoop, uitgaven voor algemeene kosten, mali, beslagleggingen, verlies op den wisselkoers en andere lasten.

Volgens de thans bijeengebrachte stukken van rekenplichtig beheer, zal op 31 December 1922 het verlies over de jaren 1919, 1920, 1921 en 1922 op ongeveer 81,225,000 frank komen te staan, waarvan fr. 9,469,575.76 als aflossing, en dus 71,755,424.24 voor de hooger gemelde redenen.

Verschil : verlies voor het dienstjaar 1922, fr. 28,263,636.78.

Dit verlies wordt samengesteld als volgt :

1° Uitgaven voor algemeene kosten	fr. 5,371,379.60
2° Bruto-verlies op den verkoop, verschil tusschen den prijs C. I. F. Antwerpen (zonder andere kosten) en den verkoopprijs	22,176,163.40
3° Mali, beslagleggingen en andere kosten.	716,093.78
	fr. 28,263,636.78

« De aanzienlijke stijging van het verlies was voorzien. De verslaggever der » Begrooting voor 1922 heeft er destijds reeds op gewezen (bladz. 20), toen » hij verklaarde :

» Om de voorziene som te bereiken zou het vleesch dienen verkocht te » worden tegen fr. 3,358.33 per ton of tegen fr. 3.35 per kilogram.

» Welnu, de huidige prijs is gemiddeld fr. 2.50 per kilogram.

» De opbrengst van den verkoop zal de verwachte som lang niet bereiken.

» Deswege zal er eene waardevermindering zijn, die moeilijk door uwe Com- » missie kan worden geschat; zij hangt af van de wisselvalligheid der prijzen.

» Indien echter de huidige prijzen niet veranderen, zou daaruit eene vermin- » dering van 15 tot 20 miljoen in de ontvangsten voortvloeien. »

« Verder, na de tabel te hebben opgemaakt van den « vermoedelijken financieelen uitslag van het bedrijf der Koel- en Vriesdiensten voor het dienstjaar 1922 », voegt de verslaggever op bladz. 21 er aan toe :

« Er valt dus te vreezen dat de verrichtingen van het dienstjaar 1922 een tekort van 27 tot 32 miljoen zullen laten, tenware de prijs van het vleesch fel steeg, hetgeen weinig waarschijnlijk is en niet te wenschen. »

BEGROOTINGSRAMINGEN VOOR 1923.

De Koel- en Vriesdiensten houden zich niet meer bezig met den vleeschhandel sedert den 15ⁿ November 1922, op welk tijdstip de geheele voorraad verkocht werd.

Het begroontingsontwerp voorzag niettegenstaande een crediet van 10 miljoen voor den aankoop van vleesch ; wij ondervroegen daarover den Minister, die ons antwoordde :

« Op het oogenblik dat ik op de begrooting der uitgaven een crediet » bracht van 10,000,000 frank voor den aankoop van bevrozen vleesch, — » crediet dat, overigens, zijn tegenwicht kreeg door eene gelijkwaardige » som op de begrooting van ontvangsten te brengen, — was het niet moge- » lijk zich rekenschap te geven van den weerslag dien de handel van » bevrozen vleesch zou gevoelen door het staken van den invoer vanwege » de Regeering. Ik was van gevoelen dat het, in deze omstandigheden, » voorzichtig was aan de Regeering de mogelijkheid te laten eene zekere » hoeveelheid vleesch in te voeren bijaldien zij daarvan de noodzakelijkheid » inzag. Ik denk er te mogen bijvoegen, dat het van dag tot dag minder » waarschijnlijk wordt dat ik van dit crediet ooit zal moeten gebruik » maken. »

Uit de inlichtingen welke uw verslaggever in de bevoegde middens heeft opgedaan, blijkt dat het niet meer invoeren van bevrozen vleesch door den Staat geen de minste bedenkelijke terugwerking heeft gehad op 's lands bevoorrading. Deze bevoorrading wordt verzekerd door private inrichtingen : samenwerkende vennootschappen van slagers, bijzondere maatschappijen, enz. De prijzen ondergingen geene andere schommelingen dan die voortvloeiende uit den wissel die, ongelukkig, sedert Maart 1922, aanzienlijk is gestegen.

Aangezien de bevoorrading van de bevolking op de gewone wijze wordt verzekerd, was de Commissie van meening dat er geen reden meer was voor de Regeering om tusschenbeide te komen. Er valt op te merken dat in 't vooruitzicht van een eventueel hernemen van den invoer door de zorgen van den Staat, natuurlijk ook zal moeten gezorgd worden het personeel en het materieel in stand te houden.

In deze voorwaarden is het noodig het crediet van 10 miljoen, voorzien voor het aankopen van vleesch, evenals de daarmee overeenstemmende ontvangst te doen wegvallen. De Minister stemt daarin toe.

Ten gevolge van het ophouden van den vleeschhandel, werd het personeel (alleen uit tijdelijke agenten bestaande) verminderd in de verhouding en op de wijze als hierna door den Minister wordt aangeduid.

« De ontslagingen, die betrekking hebben op het ophouden van den » vleeschhandel, vingen aan op 1 October 1922.

» Werden ontslagen :

» Op 1 October : 5 bedienden en 13 werklieden ;

» Op 1 November : 11 — en 68 — ;

» Op 1 December : 29 —

» Nieuwe ontslagingen zijn voorzien voor den 1^e Januari 1923.

» Het personeel van de Koel- en Vriesdiensten, dat op 1 Januari 1922 uit » 137 bedienden en 285 werklieden bestond, telt, voorloopig, op 1 Januari » 1823, nog slechts 52 bedienden en 204 werklieden ; en dit getal zal waar » schijnlijk nog, in den loop van het jaar, worden verminderd.

» Sedert 1 October, is het personeel der Koel- en Vriesdiensten op gelijken » voet gesteld met dat der overige in likwidatie zijnde diensten ; de ontsla- » ging der bedienden geschiedt zonder vooropzegging doch met vergoeding » van drie maanden ; die van de werklieden, zonder vooropzegging en met » vergoeding van acht tot veertien dagen, naar gelang de categorie en de » bepalingen van het werkhuisreglement. »

* * *

Daar de vleeschhandel is afgeschaft, moet, nochtans, het Beheer der Koel- en Vriesdiensten voortgaan met zijn Koel- en Vriesinrichtingen, zijne ijsfabrieken en zijn vervoermaterieel aan te wenden in afwachting dat zij eene bepaalde bestemming krijgen. De koel- en vriesruimte der stapelplaatsen en het vervoermaterieel zullen in kuur gegeven worden aan den privaathandel. De ijsfabricatie en de verkoop zullen als vroeger worden voortgezet.

De voor deze diensten op de begrooting gebrachte sommen dienen om de exploitatie daarvan te verzekeren gedurende gansch het jaar 1923. Wij hebben gevraagd of dit wel het inzicht was van den Minister. Hij antwoordde :

« De begrooting voorziet, inderdaad, credieten voor de exploitatie gedurende gansch het jaar 1923. Overigens, de begrooting der ontvangsten » steunt op eene exploitatie van gelijken duur. Dit is een eenvoudige maat- » regel van voorzichtigheid, doch waaruit geenszins mijn inzicht af te » leiden is om de exploitatie door den Staat te doen voortduren.

« Ik ben vanzins bij het Parlement zeer nauwkeurige voorstellen daarom » trent in te dienen ».

De Minister had, in 1922, eene raadgevende Commissie ingesteld, bestaande uit leden der Kamer en deskundigen, om den toestand der koel- en vriesdiensten te doen bestudeeren en te zoeken op welke wijze hij het best kon geregeld worden. In de bijlagen van dit verslag vindt gij de uitkomsten van dit onderzoek.

De ontvangsten voorzien wegens de exploitatie der koel- en vriesdiensten, in 1923, bedragen . . . fr.	16,531,562.—
De geraamde exploitatiekosten waren	14,312,000.—
In eerste opzicht scheen er een winst te blijven van fr.	2,219,562.—
Niets is echter minder zeker.	

Er valt, inderdaad, te bemerken dat, willen de exploitatie-ontvangsten de vermeende som bereiken, geheel de koel- en vriesruimten en al de vervoermiddelen gestadig benuttigd worden en dat de ijsfabriek haar volle opbrengst levere. Welnu, dit is niet het geval.

Daarenboven, moeten bij de uitgaven gevoegd worden de interesten van de in de onderneming gestoken kapitalen alsmede de gelden welke noodig zijn voor de aflossingen. Deze lasten alleen zullen meer opsorpen dan de som die het verschil uitmaakt tusschen de op de begrooting voorziene ontvangsten en uitgaven.

De begrooting werd goedgekeurd met 7 stemmen tegen 3.

De Commissie stelt de volgende amendementen voor :

TABLEAU I, DÉPENSES, ART. 6 :
Supprimer le crédit de 10,000,000
pour achat de viande congelée.

TABLEAU II, RECETTES, ART. 1 :
Supprimer la recette de 10,000,000
pour vente de viande congelée.

ARTICLE PREMIER DU PROJET : Remplacer la somme de fr. 14,719,915 par 4,719,915 (conséquence de la suppression du crédit de 10,000,000 ci-dessus).

ARTICLE 2 DU PROJET . 1° Remplacer la somme de fr. 16,531,562 par fr. 6 531,562 (conséquence de la suppression de la recette ;

2° Supprimer les mots : « et de la liquidation des autres services du Ravitaillement ».

TABEL I, UITGAVEN, ART. 6 : Het crediet van 10,000,000 frank wegens aankoop van bevrozen vleesch te doen wegvallen.

TABEL II, ONTVANGSTEN, ART. 1 : De ontvangst van 10,000,000 frank wegens verkoop van bevrozen vleesch weg te laten.

EERSTE ARTIKEL VAN HET ONTWERP : De som van fr. 14,719,915 te vervangen door fr. 4,719,915 (gevolg van het weglaten van bovengemeld crediet van 10,000,000 fr.).

ARTIKEL 2 VAN HET ONTWERP :
1° De som van fr. 16,531,562 te vervangen door fr. 6,531,562 (gevolg van het weglaten der ontvangst);

2° De woorden : « en andere in liquidatie zijnde Proviandeeringsdiensten » te doen wegvallen.

De Verslaggever,

C. FIEULLIEN.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

BIJLAGE*VERSLAG aan den Minister over de werkzaamheden van de raadgevende
Commissie der Koel- en Vriesdiensten,*

De Raadgevende Commissie der Koel- en Vriesdiensten van den Staat werd ingesteld om te bestudeeren op welke wijze er kan een eind worden gemaakt aan den huidige toestand die, tot op 1 Januari 1922, aan den Staat een verlies heeft berokkend van 46,647,570 frank.

Na vijf zittingen te hebben gewijd aan het onderzoek van de zaak en het verbaal of geschreven advies van elk hunner leden te hebben ingewonnen, heeft de Commissie beslist, met negen stemmen tegen twee, de volgende oplossing voor te staan :

« De bestaande of aangevangen inrichtingen door verkoop of door verhuur op langen termijn af te staan.

» Het vervoermaterieel afzonderlijk af te staan ».

*
*
*

Onder de onderscheidene oplossingen die werden in aanmerking genomen, werd die, betreffende de exploitatie in staatsbedrijf, eerst en vooral en bij eenparigheid afgewezen.

De wetten op de staatcomptabiliteit zijn een ernstige verbinding voor de vrije ontwikkeling eener onderneming van industrieelen en commercieelen aard. De regelen waaraan de werving en de bezoldiging van het personeel onderworpen zijn, missen insgelijks de noodige lenigheid om de werkkraft aan te moedigen en het initiatief te beloonen. De Minister is alleen verantwoordelijk voor het beheer van zulk eene onderneming, zonder dat hij op praktische wijze een voldoende persoonlijke contrôle kan oefenen zooals een bedrijfshoofd dit vermag. Zij die hem vertegenwoordigen aan het hoofd eener handels- en nijverheidsonderneming, hebben er niet op dezelfde wijze belang bij als de handelaars of de nijveraars die voor eigen rekening arbeiden.

Indien de koel- en vriesdiensten aan particulieren hadden toebehoord, zouden dezen zich waarschijnlijk niet hebben blootgesteld een tekort van 46.647.570 frank te ondergaan.

De tweede oplossing die in aanmerking diende genomen te worden : de exploitatie met de medewerking en onder contrôle van den Staat, werd voor de volgende redenen afgewezen :

Voor zulk een uitzonderlijke regeling, welke in geen enkel ander land werd getroffen, schijnt alleen een belang van algemeen aard ten grondslag te liggen.

Bestaat er een gevaar voor monopolisatie of voor opkoop zoodanig, dat de Staat moet tusschenkomen en deelnemen in den handelsstrijd die het gevolg is van de vrije concurrentie ?

De buitengewone verspreiding en de belangrijkheid van het private koel- en vriesbedrijf, in België, maken het onmogelijk beslag te leggen op de bestaande inrichtingen.

Reeds van vóór den oorlog, beantwoordde het koel- en vriesbedrijf aan de oogenblikkelijke noodwendigheden, binnen de grenzen eener beperkende reglementatie voor den invoer van bevrozen vleesch.

Sedert den oorlog, werden tal van inrichtingen tot stand gebracht, verbeterd of vergroot, en men moet rekening houden met den nieuwen factor in het midden gekomen door het verspreiden van geringe private mechanische inrichtingen, waarvan tal van Belgische en vreemde constructeurs eene specialiteit hebben gemaakt. Bij honderdtallen treft men dergelijke inrichtingen aan.

Het monopolie wordt insgelijks onmogelijk gemaakt door het aantal bronnen van bevoorrading en die alle, — vlak bij de grenzen van ons land gelegen, — aan de geringste Belgische aankoopers toelaten zich rechtstreeks en bij kleine hoeveelheden te bevoorraden zooals : Londen en de Engelsche havens, Duinkerke en Boulogne in Frankrijk, Hoek van Holland, om slechts de dichtst bij ons gelegen opslagplaatsen aan te halen, en verder af, Zuid-Amerika, Australië en Canada, die zouden moeten samenspannen opdat aan België een monopolie zou kunnen opgedrongen worden.

Alleen een Nationale Maatschappij die, onder de macht van de deelneming van den Staat, den politieken invloed zou ondergaan en doen gelden, zou feitelijk bij machte zijn den voorraad te koopen, met gelegenheidswetten te doen aannemen tot belemmering van den vrijen handel, en met den vrijen invoer van het bevrozen vleesch te beletten. Wanneer men over al de middelen beschikt, wordt men licht in verzoeking gebracht deze aan te wenden om zich van een lastigen mededinger te ontmaken.

Onvermijdelijk zal de Staat voor een moeilijk dilemma komen te staan. Begunstigt hij den invoer van het bevrozen vleesch in België of laat hij dezen eenvoudig toe, dan gaat hij tegen de belangen in van een gedeelte onzer landbouwbevolking. Beperkt hij door de reglementeering (zooals vóór den oorlog) den invoer van « Frigo », dan benadeelt hij de bevolking in het algemeen vermits hij de levensduurte in de hand werkt. Om de doeltreffende wetgevingsmaatregelen te kunnen treffen, moet hij in volle vrijheid kunnen oordeelen en handelen, zonder zelf in den Frigo-handel te zijn betrokken.

Ten zelfden titel als de economische eischen, vergen de vereischten der volksgezondheid eene reglementeering van het bedrijf der vries- en koelinrichtingen.

De Staat mag de geldmiddelen der gemeenschap niet aanwenden in een strijd tegen de landbouwers, de industrieelen, de handelaars, want het is klaar dat, bij verlies, de Staat nogmaals, evenals nu, den toestand der Maatschappij zou moeten in evenwicht brengen, wanneer deze zou beheerd zijn onder zijne leiding.

Ten slotte vertegenwoordigt de invoer van bevrozen vleesch heden ten dage slechts een elfde van geheel het verbruik over België. En dan nog verbruikt het leger het derde van dezen invoer. Deze invoer is nog slechts van belang om het tekort van de inlandsche voortbrengst aan te vullen. Men mag

hopen, dat men in België binnen enkele jaren over een zoo aanzienlijken, ja zelfs een beteren veestappel zal beschikken dan in 1914.

De vrije handel is in staat aan de bestaande vereischten te voldoen.

Tal der hooger aangehaalde bewijzen zijn insgelijks van toepassing op eene Nationale Maatschappij die voor eenig doel heeft de inbedrijfneming van de vriesruimte. Het dient verder opgemerkt dat de inbedrijfneming van eene vries- en koelinrichting *op zuiver nijverheidsgebied* onmogelijk is.

Uit de ervaring blijkt dat in België eene vries- en koelinrichting, om leefbaar te zijn, moet samengaan met eene ijsfabriek of eene andere handelsinrichting en bijgevolg rechtstreeks in mededinging moet treden met den privaat-handel.

Zelfs het huren van de vriesruimte hoort hoofdzakelijk tot het handelsgebied, daar het afhankelijk is van de wet van vraag en aanbod; insgelijks is het afhankelijk van den ondernemingsgeest van het personeel, dat veranderingen en verbeteringen aanbrengen moet volgens de veranderlijke behoeften van een nijverheidsbedrijf dat in vollen ontwikkelingsgang verkeert. Om dergelijke zaken te leiden, moet men aanpassingsgeest, durf en verantwoordelijksgevoel hebben in een mate zooals een personeel onder Staatscontrole nooit trachten zal te bezitten.

Eene Nationale Maatschappij die vries- en koelinrichtingen in bedrijf neemt, met of zonder bijhandel van bederfbare waren, zou tegenover één van beide volgende toestanden komen te staan: ofwel beschikt de Nationale Maatschappij over een kapitaal waarvan het grootste deel aan de Maatschappij behoort en het kleinste deel aan de industrieelen. In dit geval heerscht de Staat als meester en verkeerden wij in den thans bestaanden toestand. Wij kennen er de bezwaren van, vermits wij allen het eens zijn om de eerste oplossing te verwerpen. Ofwel hoort het grootste deel van het kapitaal aan de industrieelen en het geringste deel aan den Staat, hetgeen moeilijk te verwezenlijken schijnt; in dit geval speelt de Staat nog slechts de rol van bankier en waagt aldus in eene bijzondere maatschappij het geld der gemeenschap.

Wanneer de Commissie »voorstond de zaak te vereffenen door middel van verkoop of verhuur op langen termijn van de inrichtingen die opgericht of te wege van oprichting zijn», was haar doel af te zien vande oprichting eener Nationale Maatschappij. Deze heeft geen reden van bestaan meer, vermits de Staatsdiensten rechtstreeks de voorgestelde oplossing kunnen verwezenlijken.

De voordeelen van de concentratie in dezelfde hand van een volledige reeks van opslagplaatsen, zullen door het privaat initiatief wel worden opgemerkt en bewerkstelligd indien die voordeelen wezenlijk bestaan. Het is van belang voor eene private Vennootschap, die in 't groot bevrozen vleesch invoert, dat zij het grootst mogelijk getal afnemers bezit die aan de verbruikers verkoopen, en dat zij den duur van het opslaan, waardoor de hoedanigheid van de waar wordt verminderd, tot een minimum kunne beperken.

Het schijnt ook niet dat het samenbrengen van het herstellingsmaterieel in een enkel werkhuis een werkelijk voordeel oplevert voor de exploitatie. Het

is eene belemmering voor eene spoedige herstelling die ingegeven is door een administratieven centralisatiegeest.

De behoeften van de Landsverdediging vergen ook niet de tusschenkomst van den Staat voor den invoer van bevrozen vleesch. Integendeel, het leger wenscht zijne vrijheid te hernemen inzake den aankoop van bevrozen vleesch. Het vraagt een openbare opslagplaats van bevrozen vleesch te Antwerpen, het is gelijk wie het in bedrijf neemt, maar voor het leger is het echter van belang die opslagplaats in vreedstijd te bezitten zooals het zijne bakkerijen bezit.

Opslagplaatsen over het heele land verspreid heeft het niet noodig. Het bevrozen vleesch moet van uit Antwerpen recht-streeks verdeeld worden zonder tusschenliggende losplaats.

In oorlogstijd zouden in ieder geval de noodige inrichtingen moeten opgeëischt worden. Die opeischung mag geene moeilijkheden ontmoeten. De productie van koude behelst geen geheim, geen buiten gewone kunst, zij is louter mechanisch, en minder gemakkelijk te ontreddeeren dan bij voorbeeld eene electrische centrale.

* * *

Het afstaan der inrichtingen is de meest radikale manier maar de eenige goede. Daardoor zal de Staat natuurlijk niet terug in bezit gesteld worden van de uitgaven die hij gedaan heeft, maar elke andere oplossing zou het tekort bij de exploitatie nog erger maken, met het enkele voordeel aan de tot stand gebrachte inrichtingen den schijn van hare waarde te doen behouden.

Deze inrichtingen hebben den invloed ondergaan van de omstandigheden onder dewelke zij werden tot stand gebracht. Vele daarvan werden opgericht op gronden die niet aan den Staat toebehoorden, maar gehuurd werden voor min of meer lange termijnen of zelfs gewoonweg geleend.

Het overnemen van de Koel- en Vriesinrichtingen van den Staat is geene aantrekkelijke onderneming na de ontgoochelingen van de vroegere exploitatie.

Al deze redenen zullen oorzaak zijn dat de aanbiedingen voor de overneming misschien zeer laag zullen zijn. Door de mededinging zullen ze echter in verhouding zijn met de voordeelen die de inschrijvers hopen te trekken uit de Staatsinrichtingen.

Wat die aanbiedingen ook wezen mogen, zij zullen in ieder geval beter zijn dan het steeds stijgend verlies of het eenvoudig stilleggen van een bruikbaar materieel.

De zeer verschillende voorwaarden onder dewelke de opslagplaatsen werden ingericht, eischen verschillende manieren van verkoop en last-cohieren die er bij passen. Daar waar het mogelijk is, zal de verkoop de beste oplossing zijn, onder voorbehoud van zekere verplichtingen die eventueel aan den aankoper dienen opgelegd. Het zou voorzeker nuttig zijn den aankoper te verplichten de inrichtingen in 't werk te houden, zonder ze voor iets anders dan als vriesinrichting te mogen gebruiken. Zoo zou het net van de Koel- en Vriesinrichtingen door den Staat tot stand gebracht, niet onderbroken worden.

Men zou aan den Staat misschien de huur van eene zekere vriesruimte moeten voorbehouden, hetzij tijdelijk voor de opruiming der bestaande voor-

raden, hetzij op bestendige wijze voor de behoeften van het leger, en in dit geval zou aan de inschrijvers een prijsrooster, berekend op den prijs van kolen en werkvolk, kunnen gevraagd worden, zooals dit gewoonlijk geschiedt voor de levering van den electrischen stroom.

Voor de inrichtingen op de gronden die niet aan den Staat toebehooren, zou de verhuring slechts mogelijk zijn binnen de perken van den duur der toegestane huurcontracten voor het gebruik van de gronden.

Deze afstand door verhuring op langen termijn zou geene tusschenkomst van den Staat eischen, tenzij voor het heffen van een huurprijs, het opmaken en het nazien van den staat der plaatsen en van het materieel bij het begin en het einde van de onderneming. Men zou kunnen huurcontracten opmaken die een zekere vrijheid laten aan den huurder om de inrichtingen te verbeteren of te wijzigen onder voorwaarden van overneming door den Staat bij 't verstrijken van de huurovereenkomst, maar deze wijze van handelen, die voordelig zou zijn in geval de eigenaar vrij over zijn goed zou mogen beschikken bij den afloop van de huur, kan niet aangenomen worden wanneer de Staat zelf huurder is en verplicht is de plaatsen te ontruimen bij 't verstrijken der huur.

Deze omstandigheden zijn zeer ongunstig, maar zij zijn het gevolg van het oprichten van de werkplaatsen op andermans grond. De afstand door verhuring zou die bezwaren niet erger maken.

Het beheer van de Koel-en Vriesdiensten zal dezen toestand moeten trachten op te klaren vóór de aanbesteding, met vaste overeenkomsten te sluiten voor de tijdelijke inbezittingen, met huurcontracten of verlenging daarvan aan te gaan. Men kan inderdaad den verkoop voorzien van het materieel op de plaats van de verhuring, dàar waar een zeer lang huurcontract zou toelaten er de waarde van af te lossen.

Moet men de vreemde ondernemingen uitsluiten van de mededinging die zal openstaan voor het overnemen van de Staatsinrichtingen? Zoowel wat betreft die aanbesteding zelf als wat betreft de latere inbedrijfsneming van de frigoinrichtingen, is het wenschelijk de mededinging niet te beperken.

Moet men vreezen dat deze mededinging gevaarlijk worde en de Belgische nijverheid zou kunnen bedreigen? Wij hebben hooger reeds de redenen doen uitschijnen die de vrees voor een mogelijk monopolium moeten doen verzwinden. Men moet hier bijvoegen, dat een organisme, sterk genoeg om de inrichtingen van den Staat over te nemen, en den strijd tegen de tegenwoordige frigorifiek-nijverheid en tegen de landbouwproductie aan te gaan, niet zou aarzelen liever ineens inrichtingen tot stand te brengen veel practischer dan die van den Staat, en niet behebt met hun tijdelijk karakter.

Het zou dus geen nut hebben de buitenlandsche firma's van de aanbesteding uit te sluiten, des te meer daar deze vreemde indringing in de bevoorrading onvermijdelijk is, daar al de bronnen van deze producten zich in het buitenland bevingen.

Ten slotte, de afstand door aanbesteding zal aan de bestaande ondernemingen toestaan hare kans te beproeven in de mededinging, hij zal de inschrijvers

in een toestand stellen waarbij geen enkel voorrecht geldt. Hij zal aldus de voorwaarden van gelijkheid herstellen in den strijd op handelsgebied, die voor 't oogenblik in een valsche daglicht staat wegens de Staatsbemoeiing.

Het opmaken van de lastcohierien voor de aanbesteding van elke der inrichtingen eischt eene technische voorbereiding, een beschrijvend gedeelte dat de diensten van 't Beheer der Bevoorrading vooraf zullen moeten gereed maken.

**Bijlage van het Verslag aan den Minister door een der leden-ambtenaars
van de Commissie.**

Na een aandachtig onderzoek, betreur ik, niet mijn volledige instemming te kunnen betuigen met het ontwerp van verslag door den heer X voorgesteld.

Mijns dunkens, is dit niet een objectieve ontleding der behandelingen, van aard om den Minister in te lichten over de voor- en nadeelen der onderscheidene voorgestelde likwidatiestelsels, doch wel eene nieuwe pleitreden bate van eene stelling die, overigens, de voorkeur verwierf. Ik acht het niet mogelijk wijzigingen voor te stellen aan dit ontwerp dat, trouwens, op volmaakte wijze de strekkingen weergeeft van de meerderheid der leden, en dat, ongetwijfeld, hunne goedkeuring zal meedragen.

Ik zal mij dus beperken met de volgende aanmerkingen :

1^o Wanneer men tweemaal zinspeelt (§§ 1 en 6) op het verlies van 13 miljoen frank per jaar, of 46 miljoen voor het geheel, ondergaan door de Koel- en Vriesdiensten, dan wordt er opnieuw vertroebeling gebracht onder de uitslagen — hoe gering ook — welke men kan verwachten van de exploitatie der stapelhuizen en van de verliezen veroorzaakt :

1^o door de exploitatie in eigenbeheer ;

2^o door den vleeschhandel, gedreven met het oog op de bevoorrading der bevolking, in omstandigheden welke op overvloedige wijze werden uiteengezet.

Dezelfde gedachte wordt hernomen op blz. 4, § 1 en § 3, waar er sprake is van de ontgoochelingen der vroegere exploitatie en van het huidige aanzwellende verlies.

Welnu, op deze gegevens mag men niet steunen om de innerlijke waarde te doen uitkomen van de inrichtingen, en, mijns dunkens, moet men er zich voor hoeden ze ten onpas te onderschatten, op het oogenblik dat men er den afstand van voorstelt.

2^o De redeneering van bladzijden 1 tot 3 strekt er vooral toe de instelling te bestrijden van eene Nationale Maatschappij die zou voor hoofddoel hebben den handel in vleesch, en dat niemand daar op aangedrongen heeft. Ik hadde, liever gehad meer rechtstreeks te zien opkomen tegen de redeneering bevat in mijne jongste nota ten bate der eenvoudige deelneming van den Staat in eene Naamlooze Maatschappij onder gewonen vorm, en die — zoo noodig — zich den verkoop van vleesch zou ontszeggen en alleen, naargelang de omstandigheden, zich voorbehouden zelf de koel- en vriesinrichtingen te exploiteeren of sommige installaties te verpachten.

Van de daarmede nauwverwante oplossingen door de heeren X en Y, eenerzijds, en den heer Z, anderzijds voorgestaan, werd ook geen gewag gemaakt.]
